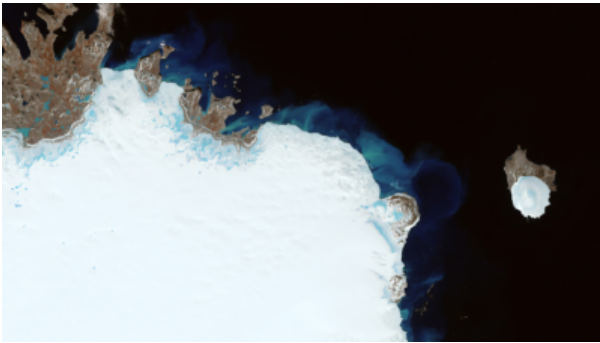


A l'occasion de la COP27, la Maison Blanche dévoile sa feuille de route des "solutions fondées sur la nature" pour l'action climatique



En 2021, une équipe d'experts du CNRS et du CEA, missionnés par le Service pour la Science et la Technologie de l'Ambassade de France, a produit un rapport sur les initiatives américaines en matière d'intervention sur le climat aux Etats-Unis [1]. Il y était noté qu'outre les approches technologiques, les solutions "fondées sur la nature" (Nature-Based Solutions, NBS) telles que l'afforestation, le reboisement, la reconstitution des zones humides côtières ou l'augmentation des capacités des sols à stocker le CO₂ faisaient l'objet d'un intérêt croissant aux Etats-Unis, le retrait du CO₂ présent dans l'atmosphère (Carbon Dioxide Removal, CDR) étant de plus en plus perçu comme un complément indispensable aux réductions d'émissions pour atteindre l'objectif "zéro émission nette" en 2050. Il était également fait état dans ce rapport des expérimentations sur le terrain, des créations de start-ups et des financements privés (issus de grands groupes et fondations), mais aussi l'absence de soutien structuré à l'échelle nationale et de grands programmes fédéraux. Le rapport mentionnait toutefois déjà l'intérêt de l'administration Biden pour ces solutions.

A l'occasion du *Earth Day* 2022, le 22 avril dernier, le Président Biden a signé l'*Executive Order 14072 "Strengthening the Nation's Forests, Communities, and Local Economies"* [2], érigeant ainsi **les solutions fondées sur la nature au rang de priorité nationale** et passant commande d'une feuille de route au *Council on*

Environmental Quality, à l'*Office of Science and Technology Policy (OSTP)*, et au *National Climate Advisor*, avec l'appui de toutes les agences fédérales concernées. La Maison Blanche a dévoilé cette feuille de route [3] le 8 novembre 2022 à l'occasion de l'ouverture de la COP27. L'importance des solutions fondées sur la nature a été depuis soulignée dans la déclaration finale de la COP27 adoptée le 20 novembre 2022.

Le document fait d'abord le constat que les solutions fondées sur la nature font l'objet de moins d'attention que les solutions technologiques, bien qu'elles constituent des innovations à part entière, s'appuyant sur la science et créatrices d'emplois qualifiés. Il estime à 10% la part actuelle des émissions de CO2 américaines absorbées par les forêts, et à 30% la part que pourraient représenter les solutions basées sur la nature dans l'atteinte des objectifs climatiques des Etats-Unis. Sont cités comme exemple la végétalisation des espaces urbains qui, outre l'absorption directe du CO2 qu'elle représente, atténue la chaleur urbaine et permet ainsi une réduction des besoins de climatisation ; et la reconstitution des zones humides côtières, qui joue un rôle à la fois dans l'atténuation du changement climatique et dans l'adaptation aux événements extrêmes. Le rapport estime à 40 Md\$ la contribution du *Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA)* de novembre 2021 (plus connu sous le nom de *Bipartisan Infrastructure Law*) et de l'*Inflation Reduction Act* d'août 2022 à l'intégration de solutions fondées sur la nature dans l'agriculture, la forêt et les infrastructures de transport.

La feuille de route formule des recommandations stratégiques à l'intention des agences fédérales concernant :

- la révision d'un certain nombre de textes de niveau fédéral pour faciliter les délivrances de permis aux projets d'infrastructure mettant en œuvre des solutions fondées sur la nature, et l'évolution des règles comptables pour faciliter la prise en compte de leurs bénéfices à long terme ;
- le déblocage effectif de fonds fédéraux au titre des lois rappelées plus haut ;
- le rôle pilote à jouer par les infrastructures et terrains placés sous responsabilité fédérale directe ;
- l'éducation (avec notamment la recommandation d'inclure l'enseignement des solutions fondées sur la nature dans les cursus de Sciences,

Technologies, Ingénierie et Mathématiques) et la formation professionnelle

- la recherche.

Le volet “recherche” prescrit l’exploration de tout le potentiel des solutions fondées sur la nature selon les territoires, et la mesure de leurs effets (y compris “non intentionnels”, tels que les inégalités sociales que peut induire la bonification de certains territoires) et l’évaluation de leur efficacité. Ces données doivent guider les investissements fédéraux futurs.

Le *US Global Change Research Program* (USGCRP) [4] est chargé de produire, rendre accessible en 2023 et tenir à jour une synthèse de tous les résultats disponibles dans la littérature. Pour mémoire, le *Foundations for Evidence-Based Policymaking Act* [5] de 2018 impose aux agences fédérales de pouvoir fournir des données et des preuves scientifiques justifiant leurs décisions. Des “incertitudes” ou “données incomplètes” ont pu être occasionnellement instrumentalisées par le Congrès pour bloquer des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les métriques existant au sein des différentes agences doivent à cette fin être harmonisées dès lors que cela est possible, et complétées le cas échéant. L’évaluation quantitative du carbone stocké dans le sol grâce aux solutions fondées sur la nature est notamment identifiée comme un domaine devant faire l’objet de recherches. Des modèles permettant de comparer les impacts respectifs de différentes solutions en intégrant d’autres sources de données économiques et sociales doivent également être développés. Le recours à des concours et à des prix pour stimuler des propositions innovantes est encouragé.

Il est proposé de mettre à profit les terrains fédéraux, par exemple les terrains militaires, pour les expérimentations des solutions.

La feuille de route souligne aussi l’attention à porter aux “connaissances indigènes” et à la collaboration avec les communautés concernées.

L’attention nouvelle dont témoigne ainsi l’administration américaine vis-à-vis des solutions fondées sur la nature dans la stratégie climatique fédérale devrait ouvrir la voie à davantage de collaborations entre équipes américaines et françaises, puisque

ces solutions sont depuis 2015 un axe bien identifié de la Stratégie Nationale Bas Carbone [6] française.

Rédacteur :

Joaquim Nassar, attaché scientifique à l'ambassade de France à Washington,
attache-envt@ambascience-usa.org

Références :

1. Newsletter France-Science de Novembre 2021
<https://france-science.com/rapport-dambassade-interventions-sur-le-climat-et-at-des-lieux-des-initiatives-aux-etats-unis/>
2. *Executive Order on Strengthening the Nation's Forests, Communities, and Local Economies*
<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2022/04/22/executive-order-on-strengthening-the-nations-forests-communities-and-local-economies/>
3. *Opportunities To Accelerate Naturebased Solutions: A Roadmap For Climate Progress, Thriving Nature, Equity, & Prosperity A Report To The National Climate Task Force, November 2022*
<https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/11/Nature-Based-Solutions-Roadmap.pdf>
4. *US Global Change Research Program (USGCRP)*
<https://www.globalchange.gov/>
5. *H.R.4174 - Foundations for Evidence-Based Policymaking Act of 2018*
<https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/4174>
6. Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC), Juillet 2022
<https://www.ecologie.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc>